

BGE 42 II 379

Bundesgericht (BGE), 1914-07-29, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_42_II_379

FR: ATF 42 II 379

IT: DTF 42 II 379

Volltext

378 ObUgationenrecht. N° 58. nur dann durch sein Antworttelegramm. vom 29. Juli 1914 zum Abschluss bringen, ~ wie er das behauptet. - wenn dieses Telegramm eine unbedingte und vorbehaltlos.; lose ,Annahme der gemachten Offerte enthielt. Dabei kommt es für die Entscheidung der vorliegenden Frage nicht darauf an, ob die einzelnen Bestimmungen, von deren Annahme in der Offerte vom 28. Juli die Eingehung des Vertrages abhängig gemacht wird, an sich als neben- sächliche Vertragspunkte gelten müssen oder nicht. Das Antworttelegramm vom 29. Juli lautet nun aber nur scheinbar - in seinem Worte «(einverstanden» - vorbe- haltlos .Denn es nimmt noch Bezug auf den Mietvertrags;. .entwurf und dieser ändert rue Vertragsbedingungen der telegraphischen Offerte in zwei Punkten, betreffend die Zentralheizung und das Piano, ab. In Wirklichkeit erklärt sich also der Kläger nicht mit der Offerte vom 28. einver": standen, sondern er macht durch die in seinem Antwort- telegramm angekündigte Zusendung der Vertragsdopple eine abgeänderte Gegenofferte. Diese aber ist von der Be- klagten niemals (für ihren Ehemann) angenommen wor- -den. Namentlich liegt nicht etwa eine stillschweigende Annahme darin, dass die Beklagte mit ihrer ablehnend lautenden Antwort bis zum 13. August zuwartete. Abge- sehen davon, dass das Ausbleiben einer Antwort bis dahin unter den gegebenen Umständen schon im allgemeinen wohl kaum als stillschweigende Annahme gelten konnte, ist dies jedenfalls aus dem besondern Grunde zu vernei- nen, weil die Beklagte vorher des Bestimmtesten erklärt hatte, nur bei vorbehaltloser Zustimmung zu den von ihr formulierten Bedingungen zur Eingehung des Ver- trags bereit zu sein. Demnach hat das Bundesgericht erkannt: Die Berufung wird abgewiesen und das Urteil des Kan- tonsgerichts von Graubünden vom 20. /21. Januar 1916 bestätigt. ObligationenrechL N° 59. 59. Arrit cl, 1.. Ire Section civil. clu 15 juillet 1916 dans la cause Hubl.r contre JfoCluanoucl. 319 Force majeure ; livraison rendue impossible 1;'ar une interdiction d'exportation edictee par Un Etat belligerant; responsabilite du vendeur exclue. .. Jaquenoud a livre a Hubler, suivant l'acture du 1~ no- vembre 1914, dix caisses d'reufs d'Itahe. Sur le pnx de vente Hubler tui redoit 998 fr. que Jaquenoud lui reclame par la presente action. . . Hubler ne conteste pas devoir la somme rklamee, malS il entend la compenser, jusqu'a due concurrence, avec une indemnite de 3000 fr. a laquelle il coneIut reconven- tionnellement a raison de l'inexecution d'un marche con- elu le 10 mars 1914 et libelle comme suit: «vendu a M. Hubler ... 30 a 50 caisses styriens a la chaux, Lievre ... livrable fin octobre 1914 fin janvier 1915 ». Jaquenoud a repondu que l'execution de ce .~a:c~e etait devenue impossible par suite de la guerre : 11 etalt au benefice d'un contrat du 20 avril 1914 par lequel il avait achete de l'Exportgesellschaft Matheis, Suppanz & oe, Marburg, Steiermark, - seule titulaire de la marque (j Lievre» - 500 caisses d'reufs livrables du 1 er septembre 1914 au 15 janvier 1915 ; des le 1 er aout 1914 le gouvernement autrichien a interdit toute expor- tation d'reufs et les demarches faites par Jaquenoud avec l'appui du Departement politique. feder~I .. H',Ollt pas abouti ; d'ailleurs informe de cette ImposSibillte en sep- tembre, Hubler n'a nullement

proteste. D'une expertise ordonnee par le Tribunal il resulte qu'une commande d'reufs «(Lievre » ne peut se rapporter qu'a des reufs livres par l'Exportgesellschaft Marburg ; celle-ci met les reufs en conserve vers Paques et les livre a partir du mois d'octobre. . . . Par jugement du 9 mai 1916, la Cour civile a admis les conclusions du demandeur et ecarte les conclusions du defendeur. La Cour a estime que le demandeur s'etait, sans faute de sa part, trouve dans l'impossibilite absolue d'executer son obligation ; d'ailleurs prevenu de cette impossibilite au mois de "Septembre, le defendeur n'a formule ni objections, ni reserves et a montre par son attitude qu'il renonçait a l'exercice du marche. Le defendeur a recouru en reforme au Tribunal federal. Il soutient en substance que Jaquenoud aurait du s'approvisionner au printemps de maniere a pouvoir executer le marche conclu, que d'ailleurs, meme apres la declaration de guerre, il aurait encore pu se procurer des reufs pour remplacer ceux qu'il ne recevait plus de Styrie - qu'en effet les parties n'avaient pas en vue des reufs provenant de l'Exportgesellschaft Marburg, la designation « Lievre » etant generique et le contrat ne prevoyant pas la livraison en caisses d'origine. C'est enfin contrairement aux pieces du dossier que la Cour a admis, d'apres les dires d'un temoin suspect, que Jaquenoud a avise Hubler de l'interdiction d'exportation des reufs d'Autriche ; ce qui prouve que ce fait est inexact, c'est que le 7 decembre Hubler a ecrit a Jaquenoud de lui faire parvenir de suite « cinq caisses d'reufs a la chaux, valeur a compte de votre marche de 10 mars 1914. » Statuant sur ces faits et considerant en droit : L'instance cantonale constate en fait que le marche du 10 mars 1914 portait sur des reufs provenant d'une maison autrichienne determinee, que ces reufs devaient etre livres a partir de l'automne 1914, que des le mois d'aout le gouvernement autrichien a interdit l'exportation des reufs et que malgre les demarches faites avec l'appui du Departement politique federal Jaquenoud n'a pu obtenir que cette interdiction fut levee en sa faveur. Bien loin d'etre contraires aux pieces du dossier, ces constatations sont corroborees, en ce qui concerne le sens de l'Obligationenrecht. N° 59. 381 attribuer au contrat, par l'expertise et, en ce qui concerne l'interdiction d'exportation, par une declaration du Departement politique federal. C'est en vain que le recourant persiste a soutenir que la designation « Lievre » qui figure au contrat est une designation generique : sur la base des pieces produites et du rapport d'expertise, le Tribunal federal doit tenir pour constant que cette designation ne s'applique qu'aux reufs fournis par l'Exportgesellschaft Matheis, Suppanz & Oe de Marburg ; peu importe des lors que les parties n'aient pas stipule expressement la livraison en caisses d'origine ; la mention « Lievre » impliquait a elle seule l'obligation de livrer des reufs de la maison de Marburg. Dans ces conditions il n'est pas douteux que Jaquenoud s'est trouve dans l'impossibilite d'executer le contrat et que cette impossibilite est imputable, non a une faute de sa part, mais a un cas de force majeure. On ne saurait lui reprocher d'avoir omis de reserver dans son contrat avec Hubler l'eventualite de la guerre, alors que cette eventualite est expressement prevue dans le contrat passe avec l'Exportgesellschaft : il n'est nullement necessaire de specifier d'avance les cas de force majeure et d'ailleurs, si Jaquenoud n'a pu livrer les reufs, ce n'est pas parce que la maison de Marburg s'est refusee a lui fournir a raison de la guerre et en se fondant sur la clause inseree au contrat, c'est parce que le gouvernement autrichien a interdit l'exportation ; il s'agit la d'un fait du prince qui independamment de toute stipulation conventionnelle, delie le demandeur de ses obligations. Enfin il ne peut pas non plus lui faire un grief de ne s'etre pas approvisionne deja avant la guerre et d'avoir vendu a Hubler avant d'avoir traite avec l'Exportgesellschaft : cette maison n'expedie qu'en automne les reufs achetes au printemps et le fait que le contrat

passee avec elle est posteur au marche avec Huber n'est pas en relation de cause a effet avec l'inexecution de ce marche, puisque Jaquenoud s'etait mis en mesure de livrer les reufs

8. Haftpflichtrecht. Nr. 110. époque convenue et que seule l'interdiction d'exportation l'a empêché de le faire. Du moment donc que c'est sans aucune faute de Jaquenoud que l'exécution du contrat est devenue impossible. la demande de dommages-intérêts formulée par Huber doit être écartée, tant en vertu de l'art. 97 que de l'art. 111 CO. Il est superflu de rechercher si en outre l'attitude adoptée par le défendeur en automne 1914 implique renonciation de sa part à l'exécution du contrat; d'ailleurs. Sur ce point également le jugement attaqué devrait être confirmé, les constatations de fait en vertu desquelles l'instance cantonale a conclu à une telle renonciation n'étant pas contraires aux pièces du dossier. Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce: Le recours est écarté et le jugement attaqué est confirmé. V. HAFTPFLICHTRECHT RESPONSABILITE CIVILE 60. Urteil a. a. II. Ziv. Urt. vom 1. Juni 1916 i. S. Auachitzq, Klägerin, gegen Thunerseebahn, B. e. te. Art. 1 EHG; Verschulden des Verunfallten: a) bei Nichtgebrauch des Geländers oder der sonstigen Hilfsmittel, die die Bahnverwaltungen den Reisenden zur Vermeidung von Unfällen beim Aussteigen aus den Eisenbahnwagen zur Verfügung stellen; b) bei Verlassen des Eisenbahnwagens ohne auf die Treppeneinstufen zu achten. A. - Am 19. Juli 1912 traf die Klägerin in Gesellschaft ihres Ehemannes und zweier Kinder abends mit dem Haftpflichtrecht. Nr. 60. : 38S 8.10 Uhr Zug von Montreux her in Spiez ein. wo sie ausstieg, um mit dem um 8.36 Uhr abfahrenden Zug der Thunerseebahn nach Interlaken weiter zu reisen. Nachdem die Klägerin mit ihrer Familie einen sogenannten AB-Wagen (Wagen mit erster und zweiter Klasse) der Thunerseebahn bestiegen und sich in einem Coupe I. Klasse eingerichtet hatte, trat sie wieder auf die Plattform hinaus, um einem ihrer Kinder, das nach der dem Perron entgegengesetzten Seite abgestiegen war, nachzuzufolgen. Dabei hielt sie sich mit der linken Hand an einer Leiste der Türfassung fest, während sie in der anderen Hand einen Gegenstand trug. In dieser Stellung machte sie mit dem rechten Fuss einen Schritt nach der Treppe, wobei sie den Treppentritt verfehlte, das Gleichgewicht verlor, mit einer Rechtsdrehung rücklings zu Fall kam und einen komplizierten Bruch des rechten Unterschenkels erlitt, der eine Operation in Interlaken und eine längere Nachbehandlung in Bordeaux erheischte. Im Augenblick des Unfalles waren der Wagen sowie der Perron des Bahnhofes bereits beleuchtet; auf der Plattform und der Treppe des Wagens, der stillstand, herrschte keinerlei Gedränge. In Bezug auf die Einrichtung der Treppe und der Plattform des Wagens stellt die Vorinstanz auf Grund des Augenscheins der ersten Instanz und der Expertise fest, dass der Zutritt zum Seitengang der ersten Klasse durch eine Türe erfolgt, deren Mitte ca. 55 cm. von der Wagenmitte entfernt ist. Nach der Seite der Puffer hin ist ein Geländer angebracht; die Treppe, die zur anstandslos zu öffnenden Türe führt, weist günstige Verhältnisse auf und kann weder als steil noch als gefährvoll oder sonstwie verfehlt konstruiert bezeichnet werden. Wagen von grundsätzlich gleicher Konstruktion der Plattformen, Treppen und Stirnwandsitze sind seit längerer Zeit auch bei anderen Eisenbahnverwaltungen in Betrieb, ohne dass je Klagen über mangelhafte Tür- oder Treppenanordnung stattgefunden haben.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.